

International

# Ukraine, la guerre qui a bouleversé l'ordre mondial

Dominée par l'Occident depuis l'après 1945, l'architecture du monde prend l'eau de toutes parts sous la pression de Moscou et Pékin.

Isabelle Lasserre



LA GUERRE est loin d'être finie, mais elle a déjà profondément secoué l'ordre international. L'ampleur des changements induits par l'invasion russe de l'Ukraine dépendra en partie de l'issue de la guerre sur le terrain. Si Vladimir Poutine devait sortir vainqueur en rapportant à la Russie une partie de l'Ukraine, donnant ainsi raison à la force sur le droit, l'équilibre du monde en serait sans doute pour longtemps bouleversé. Si au contraire les Ukrainiens, aidés par leurs alliés occidentaux, réussissaient à bouter les forces russes hors de chez eux, le droit, la liberté et la démocratie bénéficieraient d'un bol d'air sur la scène mondiale. Mais tous les scénarios, y compris quand la paix sera revenue, devront prendre en compte la fin annoncée de l'ordre occidental sur le monde.

Ce n'est pas un scoop. Le fiasco de l'intervention militaire américaine en Irak, l'échec de l'opération franco-américano-britannique en Libye, la volte-face de Barack Obama en Syrie en

août 2013 après une nouvelle attaque chimique à Damas, le retrait chaotique des troupes américaines d'Afghanistan en août 2021 avaient déjà mis en lumière les échecs et le retrait de l'Occident sur la scène internationale. Renverser ce qui reste de la domination occidentale sur le monde : c'est l'un des objectifs affirmés de Vladimir Poutine depuis le début de sa guerre en Ukraine.

Il faut parfois une loupe pour s'en apercevoir, car la réaction des États-Unis et de l'Europe à l'invasion russe du 24 février a aussi été un moment d'affirmation politique et militaire de l'Occident. Mais cette réaction ne peut faire oublier que l'ordre du monde dominé par l'Occident prend bel et bien l'eau de toutes parts. « *La guerre nous tend le miroir de la désoccidentalisation du monde. Il n'y aura pas de restauration de la domination occidentale* », résume l'ancien diplomate Michel Duclos, qui vient de publier un ensemble de témoignages internationaux sur la guerre en Ukraine aux Éditions de l'Observatoire. L'invasion russe a servi de révélateur et d'amplificateur à un mouvement à l'œuvre depuis plusieurs années.

Ce changement majeur dans la marche du monde s'est mis à clignoter au tout début de la guerre, quand une grande partie des pays en développement ou non-alignés, que l'on regroupe désormais sous le vocable de « Sud global », se sont abstenus pendant le vote de la résolution de l'ONU condamnant l'agression russe. La majorité des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient observent depuis une neutralité plus ou moins bienveillante vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine et refusent de suivre la politique de sanctions occidentale.

Même des pays traditionnellement proches de l'Occident comme l'Inde, le Sénégal ou le Maroc, se sont désolidarisés de leurs alliés occidentaux. De Dakar à Delhi en passant par Abu Dhabi, on considère que la guerre russo-ukrainienne est un conflit entre Européens. Moins importante que les questions climatiques, les conséquences du Covid ou la pauvreté.

Au sein de ce monde qui s'oppose à l'Occident, des alliances se forment et se consolident. À la faveur du retrait relatif des États-Unis des affaires du monde et de la guerre en Ukraine, l'alliance entre la Chine et la Russie s'est ainsi renforcée, jusqu'à devenir aujourd'hui un partenariat stratégique. Pékin fournit de plus en plus de technologies à la Russie et même, selon des sources françaises et américaines, des armes pour sa guerre en Ukraine.

Peu importe que Pékin soit en position de domination. Cimentés par une vision commune de l'Occident, qu'ils considèrent comme décadent, faible et menaçant, unis par le désir de revanche vis-à-vis de cet Ouest, qui depuis la Seconde Guerre mondiale a pris toute la place sur l'échiquier mondial, les deux pays œuvrent de concert pour remplacer l'actuel système international par un monde « multipolaire » et la démocratie, dont le temps serait « révolu », par l'autocratie.

Le politologue indien Ram Madhav le résume ainsi dans l'ouvrage collectif de l'Observatoire : « *L'ordre international d'après-guerre a atteint ses limites. Face à un monde en mutation, il ne*

*peut y avoir un seul pays ou un seul modèle qui s'impose à tous. »*

La guerre en Ukraine a donné à ce que Michel Duclos appelle les « *puissances moyennes désinhibées* » - Turquie, Iran, Arabie saoudite, Inde, Émirats arabes unis... - de plus en plus de latitude pour agir. Elles tirent profit de la guerre, l'Inde en achetant du pétrole à bas prix à la Russie, l'Arabie saoudite en s'entendant avec le Kremlin pour baisser les quotas de production de pétrole, la Turquie en voyant affluer les capitaux russes et l'Iran en vendant des drones à Moscou en échange d'un silence bienveillant sur son programme nucléaire, arrivé au seuil. Malgré leurs différends politiques, économiques ou géopolitiques, tous ces pays sont liés par leur rancœur vis-à-vis de l'Occident. Sur tous les continents, la Russie a su capter à son profit la montée en puissance de ce ressentiment depuis une dizaine d'années. En Afrique, elle a même réussi, comme au Mali et en République centrafricaine, à chasser les forces armées françaises au profit des mercenaires de Wagner.

« *Le conflit ukrainien marque peut-être la fin de l'illusion de l'ordre libéral international, c'est-à-dire un ordre dominé par les puissances occidentales* », poursuit Michel Duclos. Le Conseil de sécurité des Nations unies a disparu sous l'effet de l'obstruction systématique de la Chine et de la Russie. Les grands traités internationaux sont fragilisés. Le droit international a été foulé aux pieds par l'invasion de l'Ukraine.

Au Sud, on observe une désaffection générale vis-à-vis des principes qui fondent encore l'ordre international. « *Ils ont tous le même ennemi, l'Occident. Ou plutôt, les gens qui pensent librement. Ils vont continuer à coopérer entre eux même quand la guerre en Ukraine sera finie* », analyse Roland Freudenstein, le vice-président du think-tank Globsec, dans une récente rencontre de « Friends of European Russia Forum ».

L'autre grand changement induit par la guerre, qui laissera des traces au sein du continent européen, est le retour de l'ancienne fracture entre l'Est et l'Ouest. Avec d'un côté la partie orientale du continent, menée par la Pologne et par les pays Baltes, qui n'avaient cessé de dénoncer, à juste titre, la menace russe. Et de l'autre sa partie occidentale, entraînée par la France et l'Allemagne, qui l'avaient au contraire sous-estimée, pensant pendant longtemps qu'il était possible de construire une architecture de sécurité avec la Russie.

En moins d'un an, le centre de gravité de l'Europe s'est déplacé vers l'est, vers les pays qui avaient eu raison sur la nature du régime de Vladimir Poutine. À l'inverse, la légitimité du couple franco-allemand est désormais remise en cause, même si, grâce à la dissuasion nucléaire et à son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, la France conserve et conservera une influence et un rôle particuliers au sein de l'UE, comme l'Allemagne grâce à sa puissance économique.

Le retour des vieux clivages Est-Ouest s'accompagne de la disparition de l'ordre de sécurité européen, pulvérisé par l'attaque de la Russie. « *Le non-recours à la guerre comme moyen de*

*résolution des conflits, le respect du droit international, la souveraineté territoriale sont affaiblis,* commente le politologue Ivan Krastev. *Comme l'est l'hypothèse de base des Occidentaux dans les années 1990, selon laquelle, le moment venu, le reste du monde imiterait son modèle libéral.* » L'invasion russe de l'Ukraine a noyé dans le sang les dernières illusions des Européens de l'Ouest qui s'accrochaient encore à l'erronée prophétie de « la fin de l'histoire » de Fukuyama et au souvenir mélancolique des fameux dividendes de la paix.

En un an, la guerre a déjà produit d'autres dégâts collatéraux. Elle a poussé à son paroxysme la crise du nucléaire iranien depuis que la Russie, garante de l'accord international de 2015 visant à contenir les ambitions atomiques de la République islamique, a changé de camp pour accepter le statut du seuil pour Téhéran.

L'accession de l'Iran au statut nucléaire, outre qu'elle pourrait provoquer les foudres d'Israël, signerait le départ d'une nouvelle crise de prolifération, avec les adversaires sunnites de l'Iran, Égypte et Turquie en tête, qui pourraient décider de se lancer à leur tour dans la course à l'atome. L'exemple de l'Ukraine, qui avait accepté en 1994 de se débarrasser de ses armes nucléaires en échange d'une garantie de protection théoriquement fournie par le Mémorandum de Budapest, rappelle à d'autres pays, comme le Japon ou la Corée du Sud, l'Arabie saoudite ou l'Afrique du Sud, qu'être un État doté met à l'abri des attaques de ses voisins ou adversaires.

Les secousses de la guerre en Ukraine se font sentir jusqu'en Asie, où la Chine, qui veut reconquérir Taïwan, observe de près l'évolution du conflit. Si l'Ukraine ne récupère pas l'intégralité de ses territoires, la guerre en Ukraine pourrait servir de modèle pour Pékin. En octobre 2022, Xi Jinping a prévenu, dans son discours au XXe Congrès du Parti communiste, qu'il ne renoncerait « *jamais à l'usage de la force* » pour « *réunifier* » Taïwan à la Chine.

Mais il n'y a pas que des mauvaises nouvelles pour l'Europe. Les divisions induites par la politique russe n'ont pas empêché l'unité. L'Europe, contrairement à ce que pensait le maître du Kremlin, a résisté aux assauts de Vladimir Poutine. Après s'être si longtemps endormie, elle renoue enfin avec l'histoire : les budgets de la défense augmentent dans tous les pays. Revitalisée par Vladimir Poutine, l'Otan a elle aussi retrouvé sa vitalité et le cœur de sa mission traditionnelle, la défense collective.

Le réveil de l'Europe et son réarmement mèneront-ils les Occidentaux à un nouvel engagement pour défendre leurs valeurs et leurs principes ? Quelle que soit l'issue de la guerre en Ukraine, la Russie posera pendant longtemps un problème de stabilité et de sécurité à la région. Car si l'Ukraine est devenue une vraie nation et l'avant-poste du combat pour les valeurs démocratiques et libérales, la Russie, elle, s'est transformée, selon l'historien Timothy Snyder, en un « *État fasciste* ».

